

---

*Le Ministre de l'éducation nationale ouvre la chasse aux enseignants !*

---

*Alain FAVENNEC, secrétaire général de la FA-ENESR, militant SNPTES*

En annonçant, ce 17 septembre, dans le Figaro, la suppression de 1800 postes, le Ministre de l'éducation nationale en profite pour provoquer maladroitement les enseignants en affirmant que ces suppressions seraient accompagnées d'une revalorisation des rémunérations... Pour le SNPTES affirmer que cette revalorisation se fera grâce aux heures supplémentaires est une triple provocation :

- provocation, tout d'abord, puisque ces nouvelles heures supplémentaires sont notamment la conséquence de ces suppressions et non un « cadeau » offert par l'actuel gouvernement ;
- provocation, car cette mesurette issue du célèbre « travailler plus pour gagner plus », fait l'impasse sur le fait que, dans notre ministère, comme dans celui en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, la faiblesse des régimes indemnitaires, obligent les fonctionnaires à améliorer leurs rémunérations en travaillant plus, lorsqu'ils le peuvent, et, le plus souvent, dans des conditions particulièrement difficiles (classes surchargées, publics difficiles, etc.) ;
- provocation du Ministre, puisque ce « gagner plus » est en fait impossible à mettre en place pour la plupart des collègues, soit parce qu'ils font déjà tous, au nom de l'intérêt des élèves, au moins deux heures supplémentaires (et malheureusement souvent plus) ou, c'est le cas des professeurs des écoles, parce qu'ils ne peuvent pas faire d'heures supplémentaires.

Le SNPTES dénonce aussi le projet du Ministre de pouvoir imposer deux heures supplémentaires hebdomadaires aux enseignants, il rappelle, s'il en était besoin, que la mission de l'enseignant nécessite un travail important (préparation, suivi, orientation des élèves, travail en équipe pédagogique, tâches administratives, etc.), souvent en contexte difficile, et qu'il est donc inutile de continuer à charger la barque !

*Choisy-le-Roi, le 17 septembre 2018*